

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Perpignan, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE PROVENCALE LA NAREDE

Usine de Cases de Pène -RD 117
66600 Cases-de-Pène

Réf: 2023-043-PR
Code AIOT : 0006601519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement CARRIERE PROVENCALE LA NAREDE implanté La Narède 66720 Tautavel. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée dans le cadre du récolement de l'arrêté de mise en demeure du 08/04/2022 et des points de contrôles susceptibles de suites relevés lors de l'inspection du 22/02/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PROVENCALE LA NAREDE
- La Narède 66720 Tautavel
- Code AIOT : 0006601519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société PROVENCALE située aux lieux dits La Narède et Coum d'en Matheu sur la commune de TAUTAVEL (dite carrière Nareda) a été renouvelée par arrêté préfectoral du 12/05/2022 pour une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2035). L'autorisation porte sur une surface totale de 33,4 ha et une production maximale annuelle de 420.000 tonnes.

L'exploitation de cette carrière de roche massive s'effectue en phase descendante et conduit à la confection de gradins successifs. Les matériaux sont abattus à l'aide d'explosifs, triés, repris à la pelle hydraulique avant d'être chargés dans des tombereaux qui les transportent jusqu'à l'installation de traitement de matériaux qui se situe sur le site de la carrière de Montpins sur la commune d'ESPIRA DE L'AGLY. Une piste revêtue en enrobée relie les deux carrières de Montpins et de La Narède.

La société PROVENCALE est spécialisée dans la fabrication de charges minérales au carbonate de calcium. Le produit à destination de l'usine doit avoir une blancheur constante, aussi l'exploitant doit procéder à des mélanges pour obtenir la blancheur désirée. Les produits des diverses carrières

de la société sont prétraités dans l'installation de broyage concassage criblage de la carrière de Montpins et sont ensuite élaborés à l'usine de la société située également à ESPIRA DE L'AGLY, en limite de CASES-DE-PENE.

Il n'y a pas de personnel permanent qui travaille sur le site de la Narède. Cette carrière est exploitée en liaison avec les autres sites de la société PROVENCALE et en fonction des besoins en qualité de matériaux. Le personnel est donc affecté sur ce site au cas par cas (conducteur de pelle, conducteurs de tombereau, foreur, mineur...).

Liste des actes administratifs :

- 14/11/1973 : arrêté préfectoral autorisant la mise en exploitation de la carrière La Narède à Tautavel ;
- 27/06/1984 : arrêté préfectoral accordant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et une extension (durée 20 ans) ;
- 20/11/1991 : arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires ;
- 17/03/1999 : arrêté préfectoral prescrivant la mise en place de garanties financières ;
- 12/05/2005 : arrêté préfectoral autorisant la société PROVENCALE à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire blancs à Tautavel (acte de référence) ;
- 15/02/2023 : arrêté préfectoral complémentaire, régularisation du périmètre d'exploitation, mise à jour du phasage et des garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a porté sur les verses nobel, les bassins de rétention, les travaux de remise en état de la partie de la verse exploitée en dehors du périmètre d'exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	PC3-Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	PC15- Réalisation du rapport annuel de sécurité-environnement	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 33	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	PC17 - Respect du périmètre d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC2-Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
3	PC7-Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
4	PC8-Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	PC9-Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
6	PC10-Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
7	PC11-Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
8	PC12-Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
9	PC13-Actualisation du montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 12	Susceptible de suites	Sans objet
10	PC14-Réalisation de l'audit des prescriptions tous les 3 ans	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 32	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
12	PC16-Respect du phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 55	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de récolement a permis de constater que globalement l'exploitant a donné suite à l'arrêté de mise en demeure et corriger les points qui avaient été considérés comme susceptibles de suite. Il reste toutefois 3 points à finaliser (bassin de rétention aval des verses, rapport annuel, retrait de la partie de la verse nobel située en dehors du périmètre autorisé).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC2-Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
Constats : <p>Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : Il appartient à l'exploitant de justifier l'absence de risque de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives.</p> <p>Constat inspection du 15/03/2023 : Une étude de stabilité verse dite "Nobel" version V0 du 16/01/2023 a été jointe au PGD et une procédure "ronde de surveillance" prévoyant l'inspection des verses a été mise en place.</p> <p>Cette étude suit la méthodologie décrite dans le document INERIS Remblayage de carrières à ciel ouvert par des déchets inertes - Guide de bonnes pratiques sur les critères de stabilité des remblais.</p> <p>Les conclusions sont les suivantes : Le substrat naturel et rocheux sur lequel repose le remblai, la nature des matériaux classés R21, la mise en œuvre par couche des matériaux et la gestion des eaux de ruissellement par des bassins aval permettent d'assurer la stabilité des verses pendant la phase d'exploitation et à long terme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : PC3-Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p>
Constats : <p>Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : La PROVENCALE doit justifier des conditions de gestion des écoulements des eaux pluviales et de l'absence de risque de pollution par entraînement de matériaux.</p> <p>Constat inspection du 15/03/2023 : La gestion globale des eaux de ruissellement a été détaillée dans le porter à connaissance Rapport 22C011 Janvier 2023 Version 6. Les eaux de ruissellement sont récupérées sur plusieurs bassins versants. Pour petite partie à l'Ouest, les eaux sont dirigées vers deux retenues de fond de carreau et un bassin de rétention créé en partie amont. Le document prévoit que la plus grande partie des verses doit faire l'objet d'une récupération des eaux en deux fossés latéraux afin de les diriger vers un bassin de décantation implanté à l'extrémité Est. Le jour de la visite l'inspection constate que le bassin amont est terminé mais le bassin aval n'est pas finalisé. L'exploitant évoque des difficultés liées à l'absence de personnel (en arrêt) et une panne sur équipement pour expliquer le retard. Un délai de 3 mois serait nécessaire pour finaliser les travaux. L'inspection note que le bassin actuel permet la récupération des eaux d'une pluie courante.</p> <p>Écart à corriger : La PROVENCALE doit justifier : - de la finalisation des bassins de rétention des eaux pluviales et la mise en place des ouvrages de collecte et de surverse permettant de gérer les eaux pluviales ; - de la conformité des dispositions de gestion des eaux de pluies avec les dispositions de l'article 35 de l'arrêté d'autorisation du 12/05/2005 modifié par l'article 12 de l'arrêté du 15/02/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : PC7-Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : <p>Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : La PROVENCALE doit compléter le PGD afin de préciser les lieux de stockage de ces matériaux et les quantités en cohérence avec l'estimation totale des tonnages qui seront stockées définitivement durant la période d'exploitation.</p> <p>Constat inspection du 15/03/2023 :</p> <p>Le § 5 du PGD précise la localisation des zones de stockage et les quantités prévues.</p> <p>Les matériaux sont stockés sur différents secteurs repérés sur plusieurs plans joints en annexe du PGD (état des stocks en janvier 2023 et états d'avancement en lien avec le phasage d'exploitation).</p> <p>Sur la période 2020 - 2025 il est prévu le stockage de 800 000 t de matériaux de découverte et 35 000 t de 0/20 et 0/40. Ces matériaux seront stockés sur les verses Nobel puis soit repris pour commercialisation en TP ou pour le réaménagement des banquettes, soit stockées définitivement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : PC8-Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : La PROVENCALE doit compléter le PGD afin de préciser le mode de fonctionnement du site pour la gestion des déchets à savoir la mise en dépôt temporaire et la reprise ultérieure des matériaux en fonction des besoins. Les déchets mentionnés doivent être mentionnés sur le plan de localisation qui doit être joint au PGD. Constat inspection du 15/03/2023 : Le PGD a été mis à jour. Le mode de fonctionnement du site est précisé, le plan de localisation des zones de déchets est annexé au PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PC9-Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Constat inspection du 15/03/2023 : Le PGD a été mis à jour avec les mesures de prévention (§10). La circulation a été considérée comme plus émettrice que le bennage ; la fréquence d'arrosage est adaptée aux conditions météorologiques. Le PGD ne prévoit pas de consigne de vitesse de vent entraînant l'arrêt des opérations de manipulation des produits. Cette décision est prise en cas de besoin par le responsable de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PC10-Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : Le PGD doit être complété en précisant les procédures de contrôle et surveillance en lien avec les impacts sur la stabilité et l'environnement identifiés. Constat inspection du 15/03/2023 : L'exploitant a transmis la mise à jour du PGD pour la période 2020 - 2025. Le § 9 "Contrôle et surveillance" précise les modalités de contrôle et surveillance prévoyant en particulier une inspection des talus après les épisodes pluvieux importants et des rondes portant sur les verses (1/mois en période hivernale et 1/trimestre en période estivale) et l'enregistrement des résultats de ces inspections. La fiche du contrôle de la carrière de la Narède intégrant la surveillance de la verse du 23/02/2023 est présenté en séance. L'exploitant précise qu'ils sont en train de travailler sur la mise en place d'un outils de report des surveillances sur tablette numérique qui permettrait de géoréférencer les points faisant l'objet d'une observation avec prise de photo.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PC11-Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : Le PGD doit contenir le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets. Constat inspection du 15/03/2023 L'exploitant a transmis la mise à jour du PGD pour la période 2020 - 2025. Le §8 "Remise en état" précise les conditions de remise en état, à savoir : Après modelage, les dépôts qui sont destinés à rester définitivement en place sont travaillés en surface en suivant les recommandations des bureaux d'études assurant le suivi du site ceci pour favoriser les recolonisations dans le cadre d'un réaménagement écologique. L'utilisation de terres exogènes est proscrite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : PC12-Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit s'assurer que les installations « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.</p>
Constats : <p>Écart à corriger suite à l'Inspection du 22/02/2022 : Le PGD doit rappeler les mesures de prévention prévues dans l'étude d'impact pour ce qui concerne la gestion des eaux et justifier l'effectivité et la suffisance de ces mesures.</p> <p>Constat inspection du 15/03/2023 : L'exploitant a transmis la mise à jour du PGD pour la période 2020 - 2025. Le §10 "Mesure de prévention" précise les mesures de prévention en particulier pour la gestion de l'eau, à savoir : La gestion des eaux des zones de dépôt est commune à la gestion des eaux de la carrière. C'est-à-dire que les eaux de ruissellement retournent en fond de carreau ou sont dirigées vers des bassins de décantation écrêteurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : PC13-Actualisation du montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 12
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à l'établissement du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières, le montant indiqué dans le tableau ci-dessus doit être actualisé à partir de la deuxième période, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé. L'indice TP01 de référence étant celui de juin 2004, soit : 507,1 [...]</p>
Constats : <p>Écart à corriger inspection du 22/02/2022: L'exploitant doit justifier de la mise à jour du calcul des GF sur la base de la formule figurant à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des GF. Cette justification doit normalement être jointe au document attestant du renouvellement des GF. A noter que le calcul du montant devra également être mis à jour en liaison avec la mise à jour du plan de phasage (cf point de contrôle suivant)</p> <p>Constat inspection du 15/03/2023 : La mise à jour des calculs des garanties financières a été incluse dans le Porter à Connaissance de janvier 2023. En suivant l'APC du 15/02/2023 a mis à jour l'article correspondant aux GF. L'article 10 fixe un délai de 2 mois (soit 15/04/2023) pour la transmission de l'acte de cautionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 32
Thème(s) : Autre, Audit environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée. Tous les trois ans cette vérification est effectuée par un auditeur compétent et indépendant de l'établissement. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Tous les trois ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera réaliser une étude d'incidence faune flore par un expert qualifié. Ce rapport sera joint aux documents à transmettre à l'inspection des installations classées.
Constats : Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : La PROVENCALE doit réaliser l'audit des prescriptions réglementaires applicables par un auditeur externe. Cet audit doit porter également sur les principales prescriptions résultant des arrêtés nationaux en particulier l'AM du 22/09/1994. Les écarts constatés doivent faire l'objet d'un plan d'action. Constat inspection du 15/03/2023 : Un audit de conformité ICPE a été réalisé le 14/03/2022 par Nicolas GASNIER SAS NGECE. Les écarts constatés par l'audit sont consignés dans un plan d'action qui recense 16 points de contrôle nécessitant une mise en conformité. La mise à jour du plan d'action est présenté en séance : il reste 4 points à finaliser : <ul style="list-style-type: none"> - transmettre l'acte de cautionnement (prévu avant 15/04/2023) - finaliser les travaux sur le bassin de rétention des eaux pluviales (3 mois) - réaliser les mesures de bruit (prévu en avril 2023) - campagne de suivi écologique (lié à la disponibilité des cabinets experts)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 33
Thème(s) : Autre, Rapport annuel sécurité environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse concernant le domaine sécurité-environnement est établi chaque année par le ou les responsables sécurité-environnement à l'intention du directeur de l'établissement (dans le cas où la fonction de responsable sécurité-environnement est déléguée même partiellement). Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes comporte : -les vérifications de conformité et leurs conclusions ; -les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ; -les renseignements importants pour la sécurité-environnement, tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies, -les résultats des tests, des exercices, du suivi des espèces protégés -la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires. -le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation, ... Ce rapport doit être annuellement transmis, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente à l'inspecteur des installations classées.
Constats : Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : Le rapport annuel doit être complété en reprenant les exigences de l'article 33, l'objectif étant de s'assurer que les différentes demandes réglementaires sont respectées tout au long de l'exploitation de la carrière. Constat inspection du 15/03/2022 L'exploitant confirme que la mise à jour ddu rapport sécurité environnement n'a pas été finalisés car en attente du rapport annuel d'Atmo-Occitanie. L'exploitant présente le projet de document en séance. Écart à corriger : La PROVENCALE doit transmettre le rapport annuel (délai 1 mois)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : PC16-Respect du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 55
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des législations et réglementations applicables, l'exploitation se déroulera suivant six phases, conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande, ainsi qu'aux dispositions particulières énoncées ci-après.</p> <p>L'exploitation et la réhabilitation doivent être conduites de façon à :</p> <ul style="list-style-type: none">• limiter à tout moment l'étendue et l'impact sur l'environnement ;• permettre la mise au point de la méthode optimale de réhabilitation choix de (matériaux, essences végétales, sols,...). <p>L'importance des extractions, des surfaces à impact visuel doivent rester limitée en toutes circonstances aux valeurs définies dans les plans prévisionnels d'exploitation et de remise en état.</p>
Constats : <p>Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 :</p> <p>La société PROVENCAL doit déposer un porter à connaissance justifiant les écarts du plan de phasage, analysant les incidences environnementales et sur le calcul des garanties financières et demandant la modification de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Constat inspection du 15/03/2023 :</p> <p>Le porter à connaissance a été déposé en janvier 2023 et a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/02/2023 qui a permis de régulariser le périmètre d'autorisation, d'actualiser le phasage avec modification du périmètre d'extraction au sein du périmètre autorisé en 2005, de mettre à jour les garanties financières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 1
Thème(s) : Autre, Périmètre d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : 1-1 : La Société PROVENCALE SA [...] est autorisée : - à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires blancs sur le territoire de la commune de TAUTAVEL (66), d'une surface de 33,4 ha et une production maximale de 420000 tonnes par an; - à exploiter une station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant supérieure à 75 000 m3. [...] 1-3 : Il est sursis à statuer pour la partie extension de la demande, située en zone ND du document d'urbanisme de la commune de TAUTAVEL (66) aux lieux dits La Narède et Coum d'en Matheu, sur partie des parcelles n°108, 109, 112, section A, zone qui n'était pas incluse dans l'arrêté préfectoral en date du 27/06/1984 susvisé. Le sursis à statuer est valable jusqu'à l'approbation des modifications requises des documents d'urbanisme de la commune de TAUTAVEL. Pendant un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté, l'instruction de la demande pourra le cas échéant être reprise sur confirmation de son maintien par le pétitionnaire dès l'intervention des décisions susvisées.
Constats : Écart à corriger suite à l'inspection du 22/02/2022 : La société PROVENCAL doit régulariser la situation de l'activité réalisée en dehors du périmètre autorisé ou arrêté l'activité sur ces zones et remettre en état les terrains. Constat inspection du 15/03/2023 : Cf point de contrôle précédent : Le porter à connaissance a été déposé en janvier 2023 et a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/02/2023 qui a permis de régulariser la carrière en intégrant dans le périmètre d'autorisation les verses et deux pistes d'exploitation présentes depuis plusieurs dizaines d'années. L'APC du 15/02/2023 a fixé le délai à la fin 2023 pour réaménager la partie de la verse « Nobel 335 » située hors périmètre de l'autorisation consistant en : <ul style="list-style-type: none"> • la récupération des matériaux afin de revenir au plus proche du terrain naturel et restaurer un fond de talweg en assurant une jonction propre avec des matériaux dont la couleur et la taille s'intègrent au paysage environnant ; • un recul de la tête de verse et une matérialisation par des jalons afin de pouvoir facilement vérifier le respect de la nouvelle limite d'autorisation. Écart à corriger : suivant la prescription de l'APC du 15/02/2023, La PROVENCALE doit dans le délai fixer transmettre la justification de la réalisation du réaménagement et la pose des bornes permettant de visualiser le périmètre de l'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois